

La Belgique pas qualifiée

La Flandre entrevoit le plein emploi et veut importer de la main-d'œuvre. Une bonne nouvelle, mais qui cache une spécificité belge peu glorieuse. - Texte: Thomas Depicker -

Www.vousêteslesbienvenus.eu. Avouez, vous avez envie de cliquer. La curiosité se mêle à l'amusement lorsqu'on découvre cette invitation bienveillante issue de la section de Flandre-Occidentale du Voka, l'organisation patronale flamande. Surtout lorsqu'on sait qu'elle s'adresse aux demandeurs d'emploi francophones, plus habitués à se faire traiter de fainéants et de parasites qu'à être conviés à traverser la frontière linguistique.

Cette plateforme de drague des patrons ouest-flamands envers les travailleurs wallons existe depuis 2012, mais elle a connu un gros reboot ces dernières semaines. C'est qu'aux environs de Courtrai, pendant qu'on fête un taux de chômage joyeusement bas (entre 3 et 5 %), les jobs disponibles continuent de s'accumuler sur le site de la VDAB, l'équivalent flamand du Forem. Et la Flandre-Occidentale n'est pas une exception. Toute la Région flamande touche le plein emploi du bout des doigts et se met à faire de l'œil aux travailleurs francophones.

Selon Statbel, ce sont plus de 145.000 postes vacants qui stagnent désormais sur le marché de l'emploi. Soit déjà 5.070 de plus qu'il y a trois mois. Dont 4.980 en Flandre. Bref, le nord du pays commence à manquer de bras. *"La collaboration entre les services à l'emploi amène aujourd'hui plus de 51.000 Bruxellois à travailler en Flandre,* explique Jan Gatz, porte-parole d'Actiris. *"En cinq ans, ce chiffre a augmenté de 12 %. Et vu la pénurie de main-d'œuvre et le vieillissement de la population flamande alors que les Bruxellois continuent de rajeunir, la tendance va probablement se renforcer."* L'apprentissage du néerlandais ne semble pas freiner la mobilité des travailleurs wallons et bruxellois, les plus motivés atteignant un bon niveau rapidement et sans trop de mal, bien aidés par les aides d'Actiris et du Forem qui en ont fait une priorité.

Tout part du revenu

Mais... il y a un mais. Près de deux tiers des emplois en pénurie proviennent du domaine des sciences et des services, du non-marchand, de l'industrie et du commerce. Des secteurs exigeants, pour lesquels un minimum de qualifications est requis, alors que la moitié des demandeurs d'emploi n'est pas diplômée de l'enseignement secondaire supérieur. Autrement dit, se former à un métier issu d'un secteur en pénurie ne sera pas évident pour bon nombre de travailleurs potentiels.

Un problème de qualification qui, malheureusement, ne concerne pas que les chômeurs invités à migrer vers la Flandre. Le chiffre des emplois cité plus haut constitue un record en Belgique. Selon Philippe Ledent, économiste chez ING, cela peut à la fois être interprété de manière positive et négative.

"D'un côté, un grand nombre d'emplois disponibles signifie une économie qui se porte bien. Mais dans la meilleure des conjonctures, ces postes ne restent pas ouverts longtemps. Ici, ils s'accumulent. Le problème est donc l'incapacité des demandeurs d'emploi à pouvoir prétendre à ces jobs."

Nos chômeurs sont-ils si nuls? En fait, c'est surtout la structure du marché du travail en Belgique qui appelle à la création d'emplois qualifiés et à haute valeur ajoutée. *"Aux États-Unis, par exemple, il existe de nombreux jobs précaires et peu qualifiés payés 6 à 8 dollars de l'heure. Ce serait impossible ici vu, notamment, l'obligation du salaire minimum. Un ultra-libéral dirait qu'il faut faire sauter le salaire minimum et laisser le marché multiplier les boulots précaires. Mais en plus d'être socialement inacceptable, ce n'est pas le modèle de l'économie belge."* En réalité, l'enjeu se reporte sur le système éducatif. *"Idéalement, personne ne sortirait de l'école sans une qualification minimum."*

Mais le manque de compétence n'est pas la seule cause de cette inadéquation entre l'offre et la demande. Sur les quelque 500.000 demandeurs d'emploi en Belgique, Philippe Ledent estime que la moitié dispose d'un diplôme suffisant pour trouver un job. *"Les offres ne paraissent pas toujours intéressantes. La dégressivité des allocations de chômage devait pousser les gens à y répondre, mais l'écart entre le revenu de remplacement et celui du travail n'est pas assez marqué."* On entend déjà les gros sabots de ceux qui se ruent sur l'argument pour exiger une diminution ou une suppression des allocations de chômage. *"Les efforts de recherche d'un job sont moindres qu'attendu. Soit on diminue le revenu de remplacement, soit on augmente le revenu du travail et on le rend plus attrayant. Dans ce cas, l'entreprise rétorquera que la rentabilité du job proposé diminue... Je pense qu'une solution serait une diminution des charges sociales sur les bas salaires, pour renforcer l'attrait du job."*

Le jeu en vaut la chandelle car un grand nombre de postes abandonnés rime avec une croissance paresseuse. *"Ces emplois vacants se paient cash! Et je ne parle pas de croissance pour la croissance,* insiste Philippe Ledent. *C'est une activité économique qui ne se crée pas, des caisses publiques moins remplies, des ménages qui consomment moins... Dans un cas extrême, les entreprises finiraient par se battre pour les quelques bons profils restant sur le marché de l'emploi, augmenteraient leurs salaires de manière irréfléchie et donc leur coût salarial, et à terme leurs prix de vente. Et cela provoquerait l'inflation..."* ✖